

# RENCONTRE AVEC LES FEDERATIONS



Jeudi 7 novembre 2019

# DÉROULÉ



- Ouverture par Roxana Maracineanu – Ministre des Sports
- Le certificat médical
- 1<sup>ère</sup> séquence d'échanges
  
- Le projet de loi Sport
  
- 2<sup>ème</sup> temps d'échanges

# CERTIFICAT MEDICAL



Impact de la mesure :

La production d'un certificat d'absence de contre-indication (CACI) **n'est plus obligatoire** pour l'obtention ou le renouvellement d'une licence et la participation aux compétitions pour les mineurs dans les disciplines ne comportant pas de contraintes particulières.

# CERTIFICAT MEDICAL

-

Calendrier trop rapide  
Pas de concertation  
Pas de bilan des dispositions en cours  
Volume d'économies à démontrer  
Contraire à la volonté de plus de  
responsabilités des fédérations

+

Simplification d'un système  
complexe  
Égalité entre scolaires/mineurs  
licenciés  
Responsabilisation des parents  
Recours aux examens médicaux  
obligatoires

# PROJET DE LOI SPORT



## Contexte et enjeux

Loi de transformation pour :

- Accompagner la réforme du modèle sportif français et augmenter le nombre de pratiquants dans notre pays
- Répondre aux enjeux du Programme sport du Président de la République et aux attentes fortes des parlementaires et à leurs propositions
- Répondre aux attentes du mouvement sportif et aux propositions formulées par de nombreux acteurs et institutions (Conseil d'Etat par ex.)
- Incarner l'héritage des JOP de 2024, en lien avec le CIJOP du 4 novembre dernier

# PROJET DE LOI SPORT



## Axe du PJJ

Loi d'importance qui doit garder une cohérence d'ensemble :

- 1ere partie : Accompagner la réforme du modèle sportif français
  - Marqueurs : autonomie et nouvelles formes de financement pour les fédérations sportives, démocratie et féminisation, éthique et place des athlètes

# PROJET DE LOI SPORT



## Axe du PJJ

Loi d'importance qui doit garder une cohérence d'ensemble :

- 1ere partie : Accompagner la réforme du modèle sportif français
  - Marqueurs : autonomie et nouvelles formes de financement pour les fédérations sportives, démocratie et féminisation, éthique et place des athlètes
- 2ème partie : Rendre le sport accessible au plus grand nombre de français
  - Marqueurs : lever les freins à la pratique sportive pour nos concitoyens = faciliter le sport en club, le sport à l'école ou en entreprise, valoriser le bénévolat sportif et le rôle des entreprises et des clubs pour la santé des français

# PROJET DE LOI SPORT



## Axe du PJJ

Loi d'importance qui doit garder une cohérence d'ensemble :

- 1ere partie : Accompagner la réforme du modèle sportif français
  - Marqueurs : autonomie et nouvelles formes de financement pour les fédérations sportives, démocratie et féminisation, éthique et place des athlètes
- 2ème partie : Rendre le sport accessible au plus grand nombre de français
  - Marqueurs : lever les freins à la pratique sportive pour nos concitoyens = faciliter le sport en club, le sport à l'école ou en entreprise, valoriser le bénévolat sportif et le rôle des entreprises et des clubs pour la santé des français
- 3ème Partie : Protéger les acteurs du sport et les compétitions sportives
  - Marqueurs : renforcer les missions du Ministère des sports sur les questions de protection des français et des compétitions sportives = contrôle des bénévoles, lutte contre les pratiques de dopage ou les paris truqués



# PROJET DE LOI SPORT



## Méthode

- Calendrier
  - Novembre 2019 à février/mars 2020 : Concertation et élaboration du texte
  - Mars 2020 : saisine du Conseil d'Etat, avis d'instances consultatives
  - Printemps 2020 : présentation en Conseil des ministres puis discussion au Parlement

# PROJET DE LOI SPORT



## Méthode

- Un travail piloté par le ministère des Sports, en lien étroit avec les parlementaires de notre majorité et plus largement avec l'ensemble des parlementaires (notamment ceux qui suivent les sujets sport)

# PROJET DE LOI SPORT



## Méthode

- Une concertation avec les acteurs du monde sportif, au plan national et sur les territoires (dans la continuité de celle organisée dans le cadre du rapport pour une Nouvelle Gouvernance du Sport)
  - Au plan national
    - Réunions au niveau politique avec le CNOSF, le CPSF, l'ANLSP et les présidents de fédérations pour partager les grands axes du PJJ et la méthode = le 7/11
    - Réunions à un niveau technique (régulières sur les 3 parties du PJJ), pilotées par le ministère, avec des représentants des différentes catégories d'acteurs du sport (désignés par eux)

# PROJET DE LOI SPORT



## Méthode

- Une concertation avec les acteurs du monde sportif, au plan national et sur les territoires (dans la continuité de celle organisée dans le cadre du rapport pour une Nouvelle Gouvernance du Sport)
  - Au plan territorial
    - Intégration de la thématique du PJJ Sport dans les « Rencontres sportives des territoires » (1-2 par mois), en présence de la Ministre des sports
    - Proposition de lancement d'une consultation citoyenne sur le PJJ sport